



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Ile-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

6 juin 2014

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 4 juillet 2014.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- Page 4

◆ **Marché du travail**

- Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
- Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
- Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
- Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
- Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- Page 10 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- Page 11 : taux de chômage (Insee)

◆ **Emploi**

- Page 12 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
- Page 13 : évolution récente de l'intérim
- Page 14 : évolution récente de l'emploi salarié

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- Page 16 : activité partielle
- Page 17 : procédures de licenciement collectif

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En avril 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) a augmenté de +0,1 % en Ile-de-France (données CVS) et de +0,4 % en France métropolitaine. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits a crû de +1,0 % dans la région, contre +0,7 % en France métropolitaine.

Sur un an, la hausse en catégorie ABC a atteint +5,9 % en Île-de-France, contre +4,2 % en France métropolitaine.

Après deux mois consécutifs de forte hausse, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens en catégorie A n'augmente que légèrement. Cependant, la hausse est toujours importante en catégorie ABC.

La demande d'emploi des jeunes franciliens en catégorie ABC a augmenté de +1,0 % au mois d'avril, contre une baisse de -0,6 % en catégorie A. Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus a poursuivi son augmentation soutenue, de même que celle des demandeurs d'emploi de longue durée.

Au quatrième trimestre 2013, le taux de chômage francilien représente 8,6 % de la population active.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a connu une légère hausse au 4^{ème} trimestre 2013 (+0,2% contre +0,1% en France métropolitaine) après plus d'un an de stagnation. Mais les données sur l'intérim semblent indiquer un retournement à la baisse pour les premiers mois de 2014, notamment dans la construction, l'hébergement / restauration et les services aux entreprises.

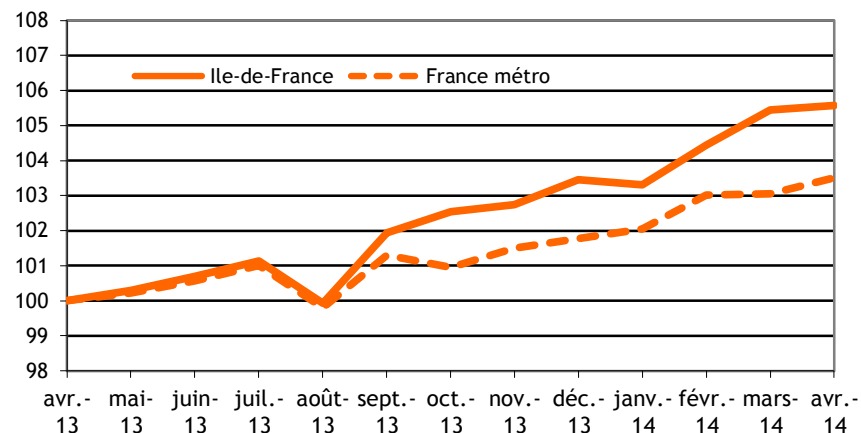
MUTATIONS ECONOMIQUES

38 procédures de licenciement collectif ont été notifiées à la Direccte au mois d'avril menaçant un peu moins de 2000 emplois, chiffre le plus bas depuis août 2013. Les demandes d'autorisations d'activité partielle ont également été un peu moins nombreuses qu'au cours des mois précédents mais quatre de ces demandes, dans l'hôtellerie, le commerce de gros et la métallurgie, portaient sur de gros volumes d'heures. La construction est, depuis le début de l'année, le secteur d'où émane le plus grand nombre de demandes (près de 30 % du total).

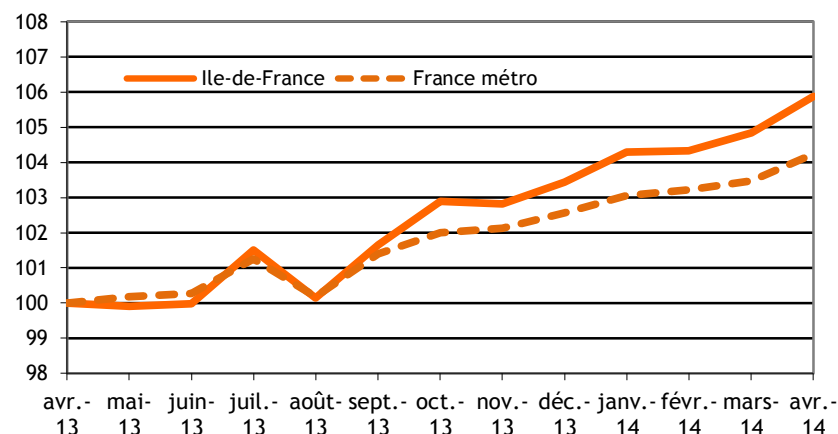
Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2014

- En avril 2014, la demande d'emploi de catégorie A a légèrement augmenté en Île-de-France de +0,1 % après correction des variations saisonnières. Elle a augmenté de +0,4 % en France métropolitaine.
- En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +1,0 % dans la région, contre une augmentation de +0,7 % en France métropolitaine.
- L'augmentation sur un an en catégorie A se trouve portée à +5,6 % en Île-de-France et à +3,5 % en France métropolitaine. En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de +5,9 % en un an, contre +4,2 % en France métropolitaine.
- Le mois d'avril marque une accalmie pour la demande d'emploi de catégorie A en région francilienne, après une hausse soutenue les deux précédents mois. La demande d'emploi de catégorie ABC n'affiche cependant pas d'amélioration.

Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en avril 2013)



Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en avril 2013)



Avril 2014	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	637 630	3 364 100	0,1	0,4	5,6	3,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	887 380	4 985 900	1,0	0,7	5,9	4,2

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2014

En avril 2014, la Seine-et-Marne (-0,3 %), l'Essonne (-0,3 %) et le Val-d'Oise (-0,2 %) ont connu une baisse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A. Les Yvelines (+0,7 %) et la Seine-Saint-Denis (+0,5 %) enregistrent les évolutions les plus importantes.

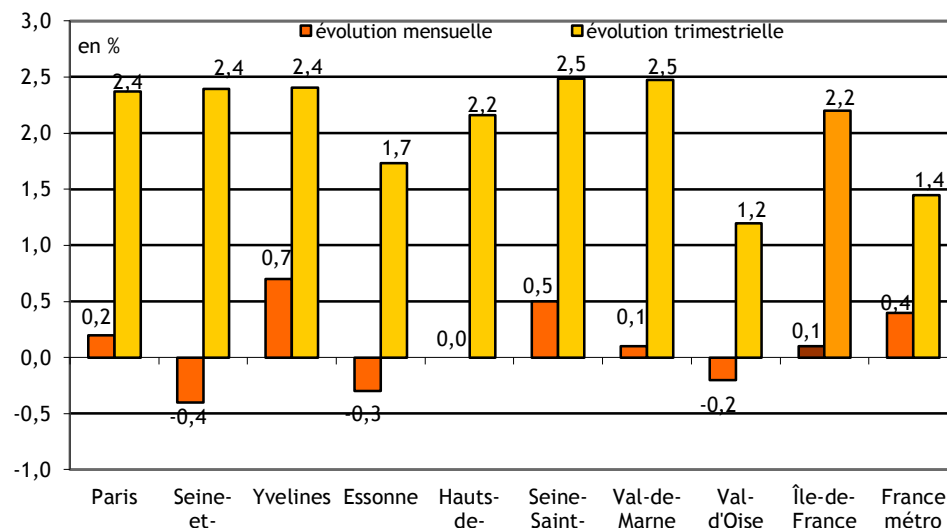
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emplois augmente dans tous les départements, avec des évolutions allant de +0,7 % dans le Val-d'Oise jusqu'à +1,2 % dans les Yvelines et le Val-de-Marne.

Sur un trimestre, tous les départements de la région francilienne, à l'exception du Val-d'Oise, connaissent une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A supérieure à celle de la France métropolitaine

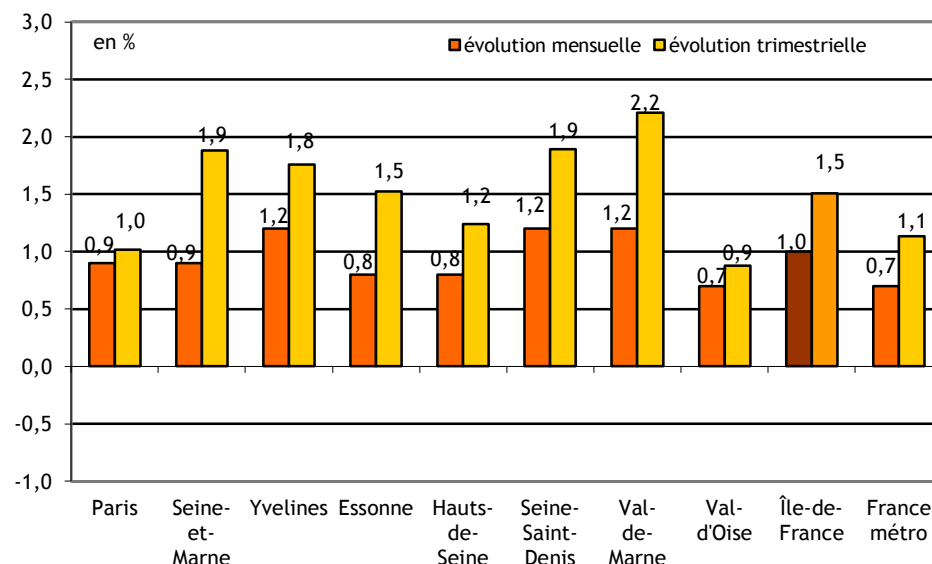
Sur les trois derniers mois, en catégorie ABC, l'écart entre la région et la France métropolitaine est plus modeste.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	129 970	0,2	191 170	0,9
Seine-et-Marne	62 910	-0,4	89 290	0,9
Yvelines	60 480	0,7	83 820	1,2
Essonne	54 550	-0,3	76 610	0,8
Hauts-de-Seine	76 580	0,0	105 380	0,8
Seine-Saint-Denis	113 500	0,5	151 180	1,2
Val-de-Marne	71 200	0,1	96 760	1,2
Val-d'Oise	68 440	-0,2	93 170	0,7
Île-de-France	637 630	0,1	887 380	1,0
France métropolitaine	3 364 100	0,4	4 985 900	0,7

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

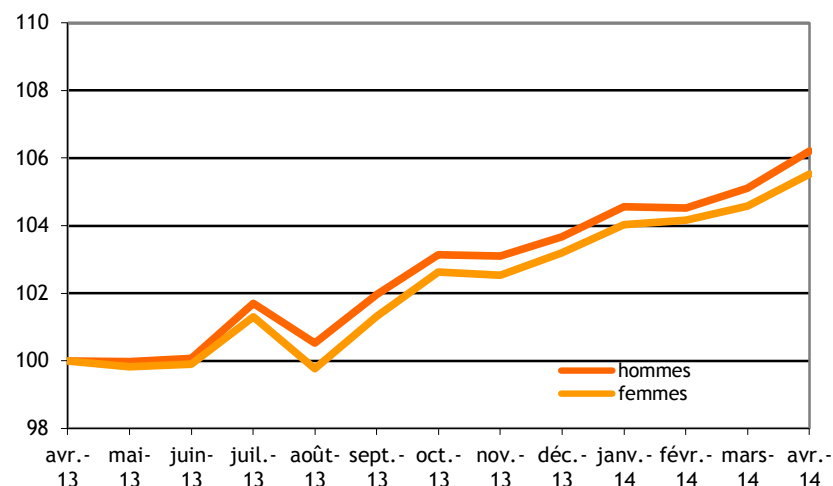


Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2014

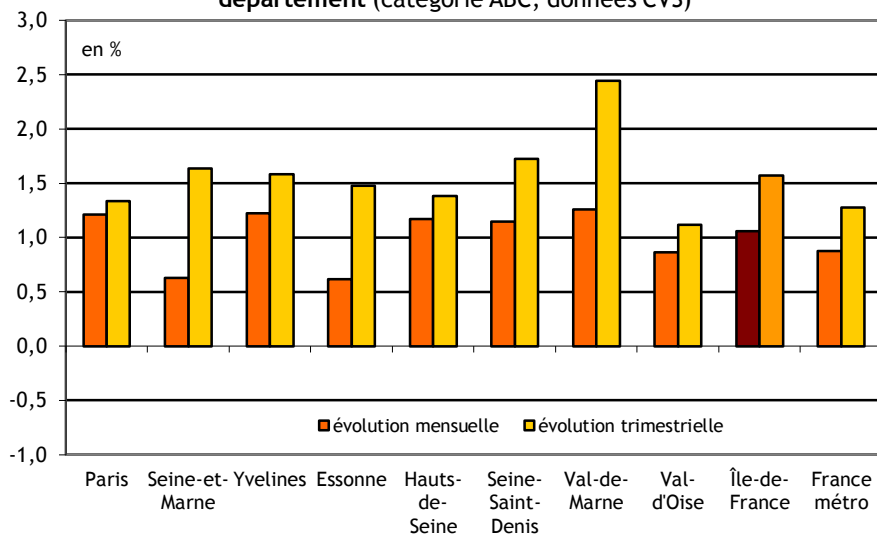
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

- La demande d'emploi des femmes en Île-de-France a augmenté en avril 2014 de +0,9 % et celle des hommes de +1,1 %.
- Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeuses d'emploi a augmenté de +1,4 %. Pour les hommes, la hausse est légèrement supérieure, à +1,6 %. Au niveau national, l'augmentation est également plus forte pour les hommes (+0,9 %) que pour les femmes (+0,6 %).
- L'augmentation trimestrielle de la demande d'emploi des femmes est plus faible que celle des hommes à Paris, dans le Val-de-Marne et dans le Val-d'Oise. La tendance est inverse en Seine-et-Marne, en Seine-Saint-Denis et dans les Yvelines.

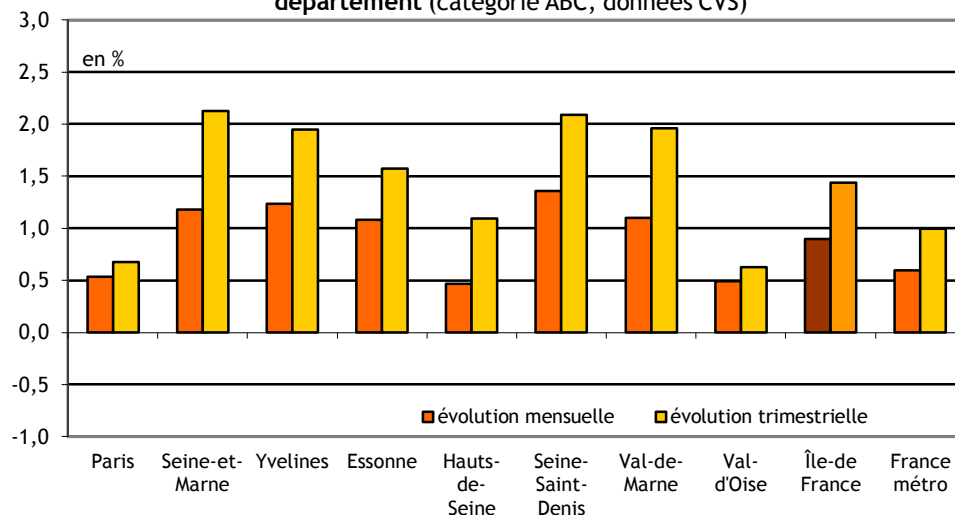
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 avril 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2014

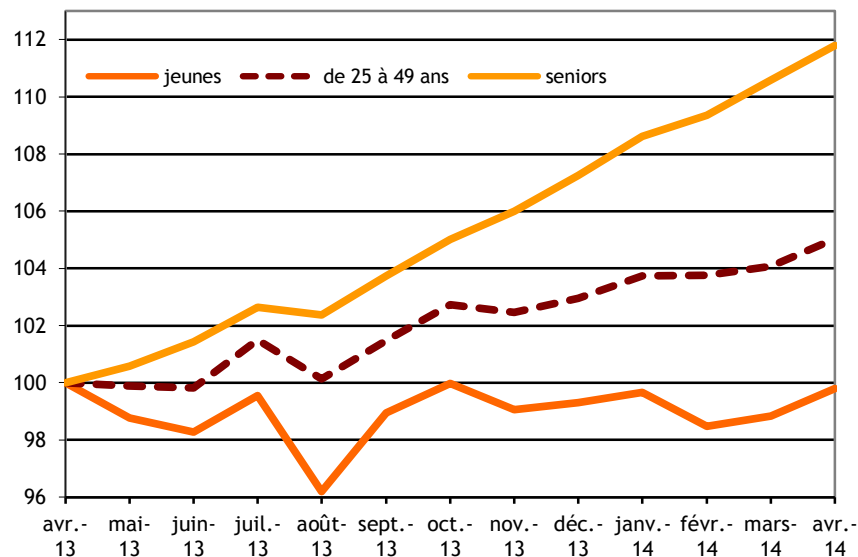
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi augmente de +1,0 % en avril 2014 dans la région et de +0,4 % en France métropolitaine. Sur trois mois, le nombre de jeunes inscrits augmente légèrement en Île-de-France (+0,1 %) alors qu'il baisse en France métropolitaine (-0,3 %).

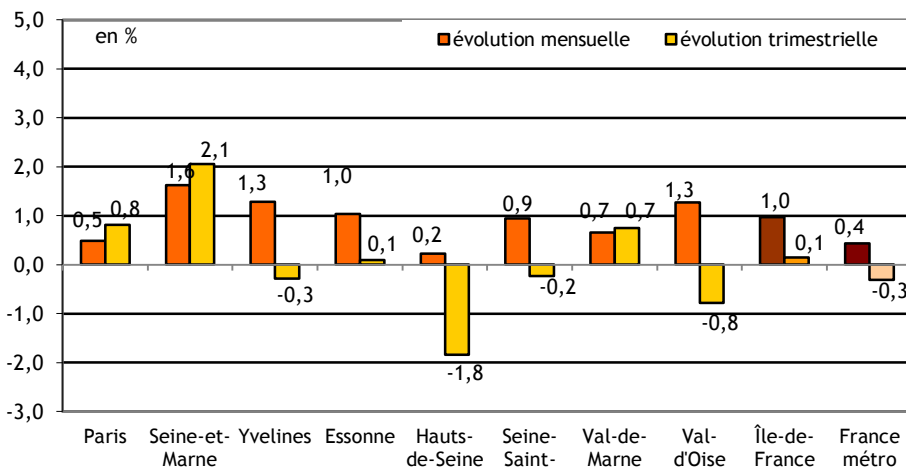
Au cours des trois derniers mois, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a fortement augmenté en Seine-et-Marne, et plus modestement à Paris et dans les Yvelines. Le département des Hauts-de-Seine connaît la plus forte baisse, suivi par le Val-d'Oise.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus a poursuivi sa hausse au mois d'avril 2014, en Île-de-France (+1,1 %) comme en France métropolitaine (+1,0 %).

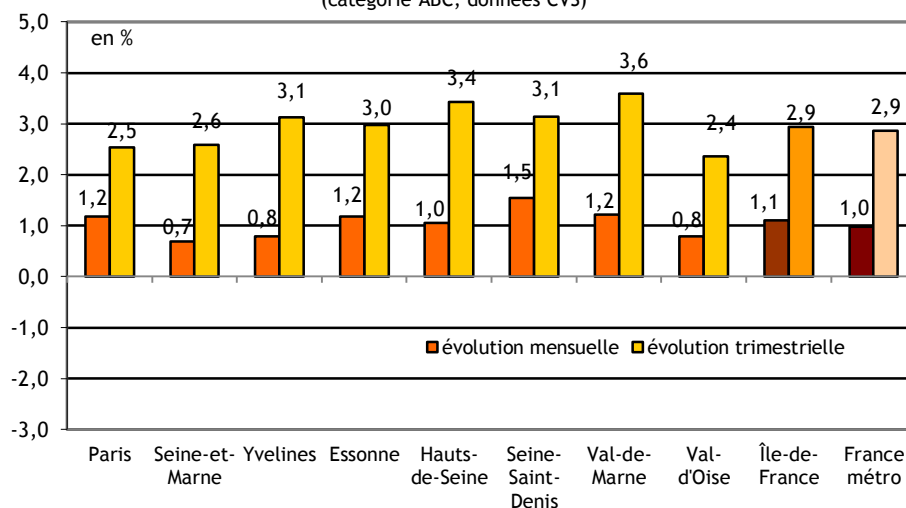
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 avril 2013)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)

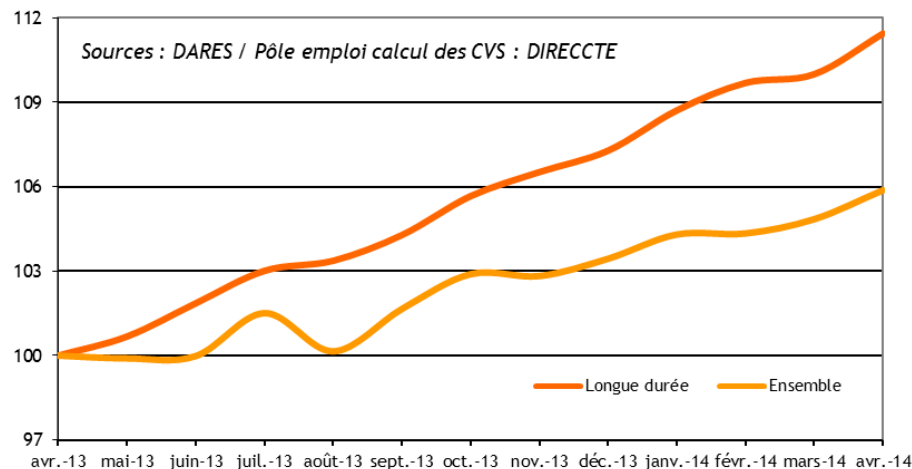


Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'avril 2014

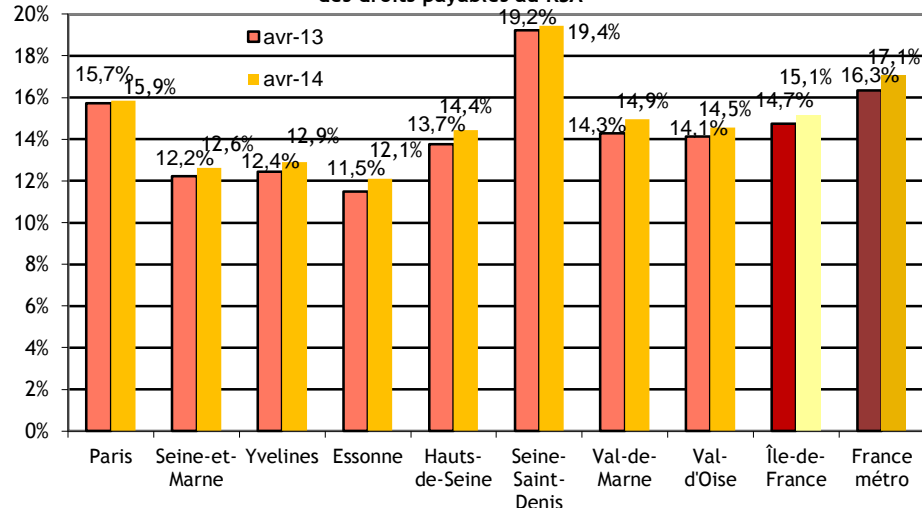
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

- En avril 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a augmenté de +1,3 % en Ile-de-France et de +1,1 % en France métropolitaine, et reprend donc un rythme de hausse soutenu, alors qu'il avait ralenti au mois précédent.
- Sur un trimestre, la demande d'emploi de longue durée en région francilienne a connu une hausse de +2,5 %.
- La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus atteint 41,5%.
- 15,1 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, soit +0,4 point en un an. Cette part augmente dans tous les départements de la région.

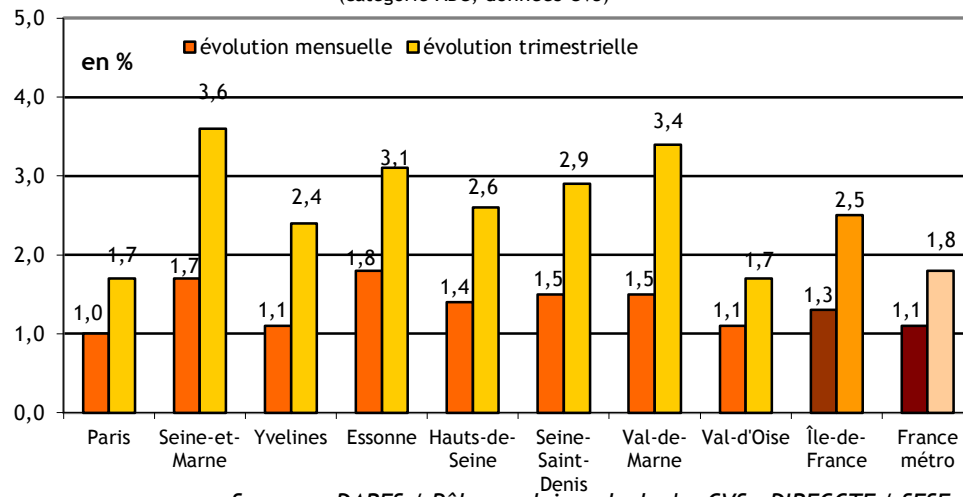
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 avril 2013)



Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)

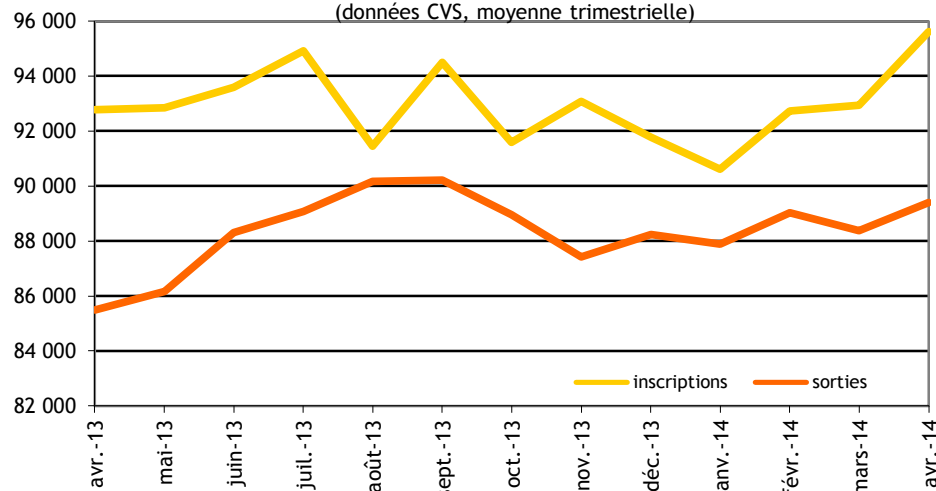


Les entrées et les sorties à la fin du mois d'avril 2014

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

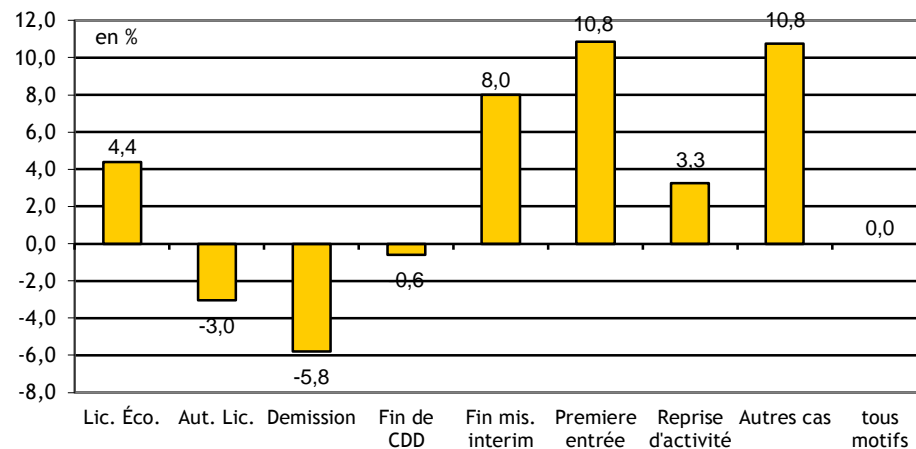
- En avril 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi ainsi que le nombre de sorties a augmenté par rapport au mois précédent (données corrigées des variations saisonnières).
- En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées enregistre une forte hausse, l'écart se creusant par rapport au nombre de sorties, qui a connu une augmentation plus modeste.
- Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 46 % des inscriptions, parmi lesquelles 6 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, les premières entrées (8 % des motifs d'inscription au total) et les fins de missions d'intérim (5 % des motifs) ont connu une forte augmentation. Les entrées suite à licenciement (qui représentent 14 % des motifs) ont diminué sur trois mois glissants, de même que celles pour démission (3 % des motifs). Les entrées pour fin de CDD (20 % des motifs) diminuent très légèrement.
- Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 47 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les reprises d'emploi déclarées (18 % des motifs) et les radiations administratives (10 % des motifs) ont diminué.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2013

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données est publiée à partir de ce trimestre, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétrolés » pour les rendre comparables aux taux qui seront publiés à partir de maintenant.

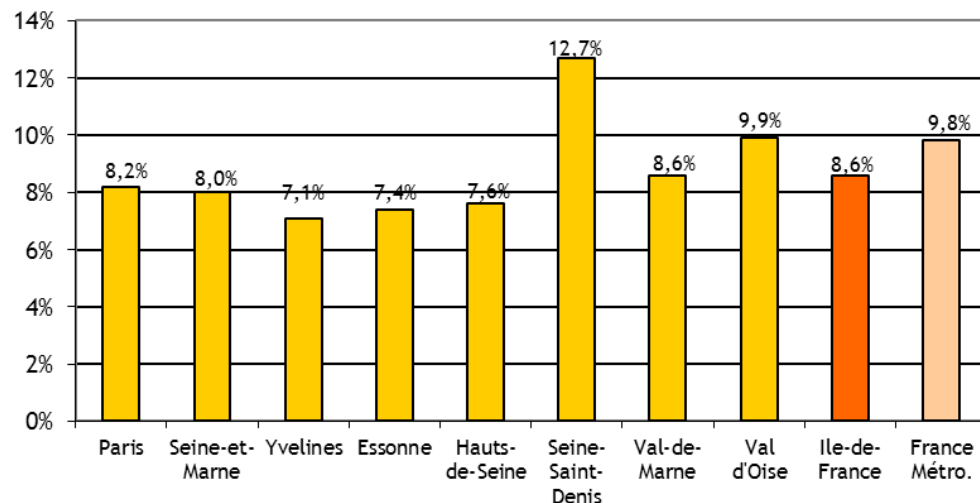
□ Au quatrième trimestre 2013, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre. En France métropolitaine, il a également diminué de 0,1 point, à 9,8 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,1 point ; il est resté stable sur sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien est à présent inférieur de 1,2 point au taux national (hors DOM).

□ Le taux de chômage a très peu varié dans tous les départements franciliens ce trimestre.

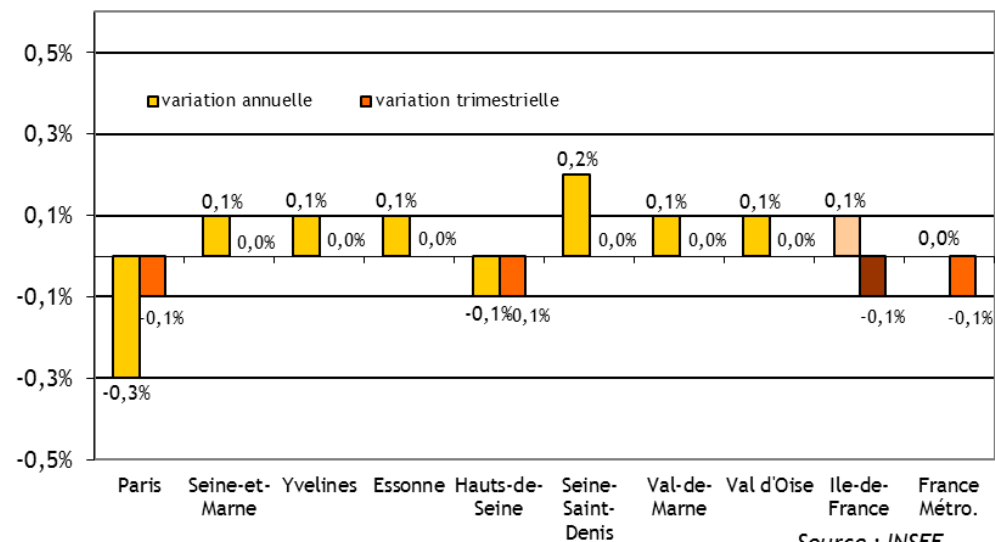
□ Paris et les Yvelines sont les deux seuls départements qui ont connu une baisse de leur taux de chômage, sur l'année comme sur le trimestre.

Taux de chômage localisé au 4^{ème} trimestre 2013



Source : INSEE

Évolution du taux de chômage localisé au 4^{ème} trimestre 2013



Source : INSEE

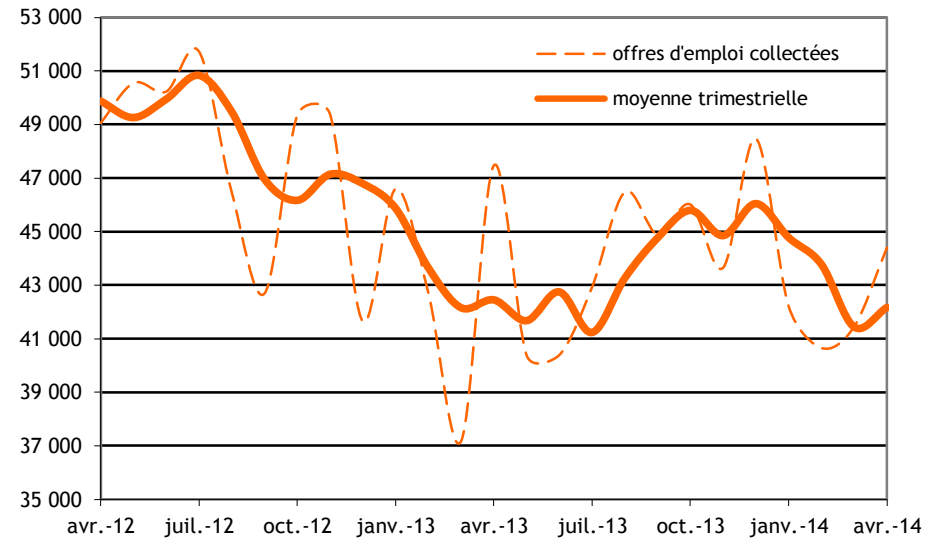
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin avril 2014

■ En avril 2014, 44 400 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 24 960 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Par rapport au mois précédent, il s'agit d'une augmentation pour les deux types d'offres.

■ En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région continue de diminuer, tendance amorcée depuis fin 2013.

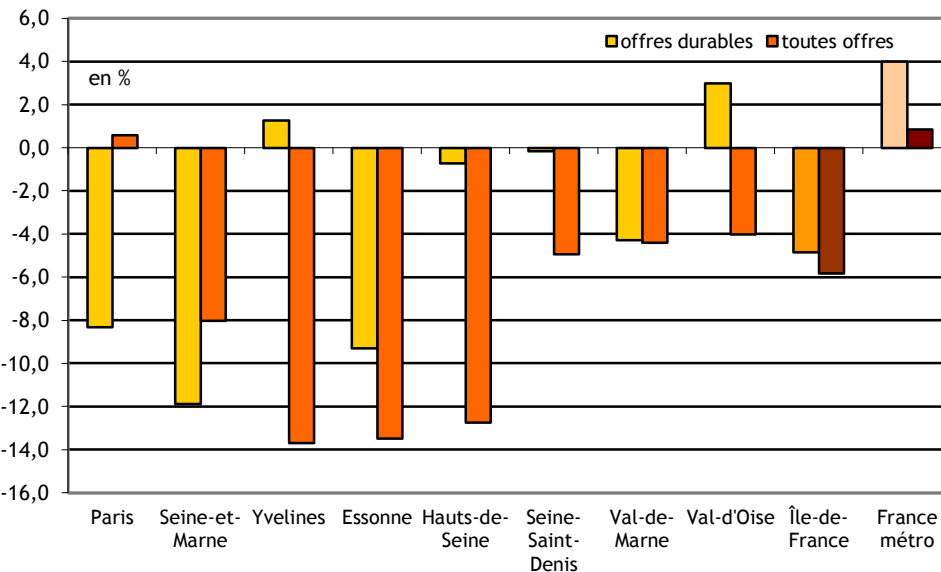
■ En France métropolitaine, la collecte d'offres d'emploi est repartie à la hausse en rythme trimestriel.

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis avril 2012 (données CVS)

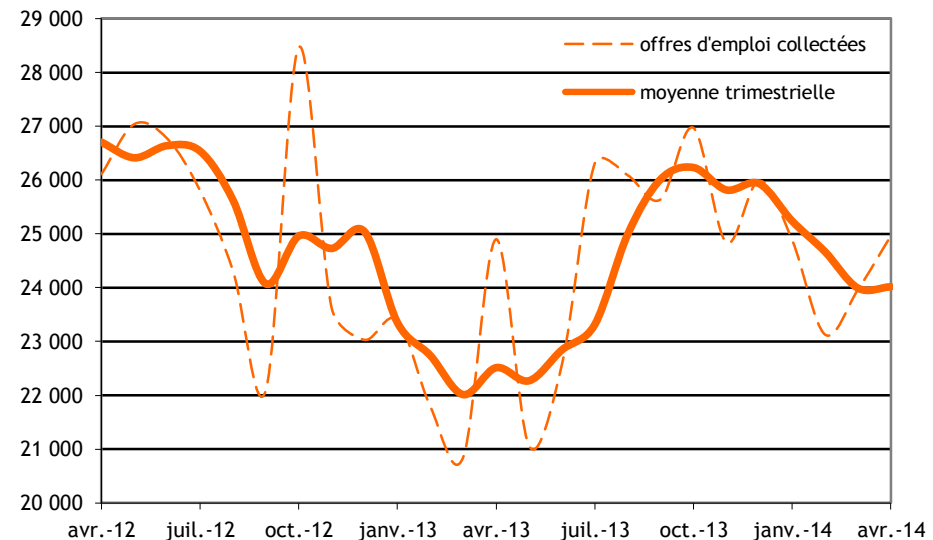


Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis avril 2012 (données CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

L'intérim à fin février 2014

En Ile-de-France, 256 300 contrats d'intérim ont été signés au mois de février 2014, soit une moyenne journalière de 89 700 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

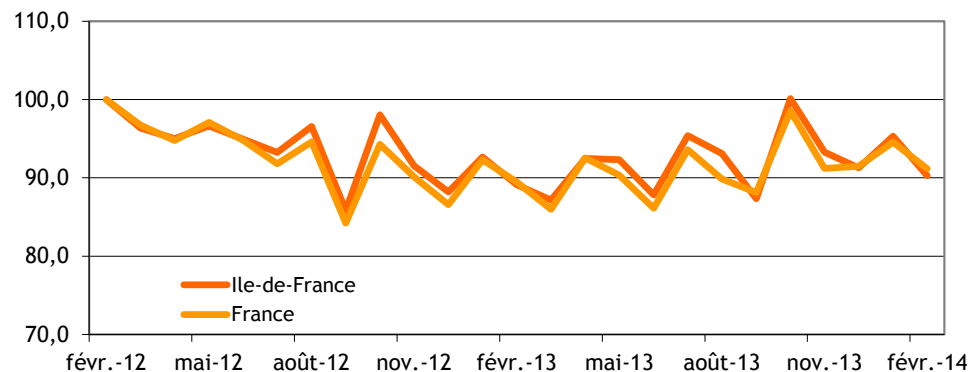
Le nombre de contrats signés a augmenté, contrairement au nombre d'intérimaires en EETP qui a baissé en février 2014 par rapport au mois précédent. En moyenne sur les trois derniers mois, l'intérim enregistre une baisse, la première depuis mai 2013 : -1,4% par rapport aux trois mois précédents.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +1,2% ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, en particulier dans la fabrication de matériels de transport (+12,2%).

L'intérim dans la construction est en repli après une année 2013 en forte hausse (-6,9% sur les trois derniers mois, en données CVS).

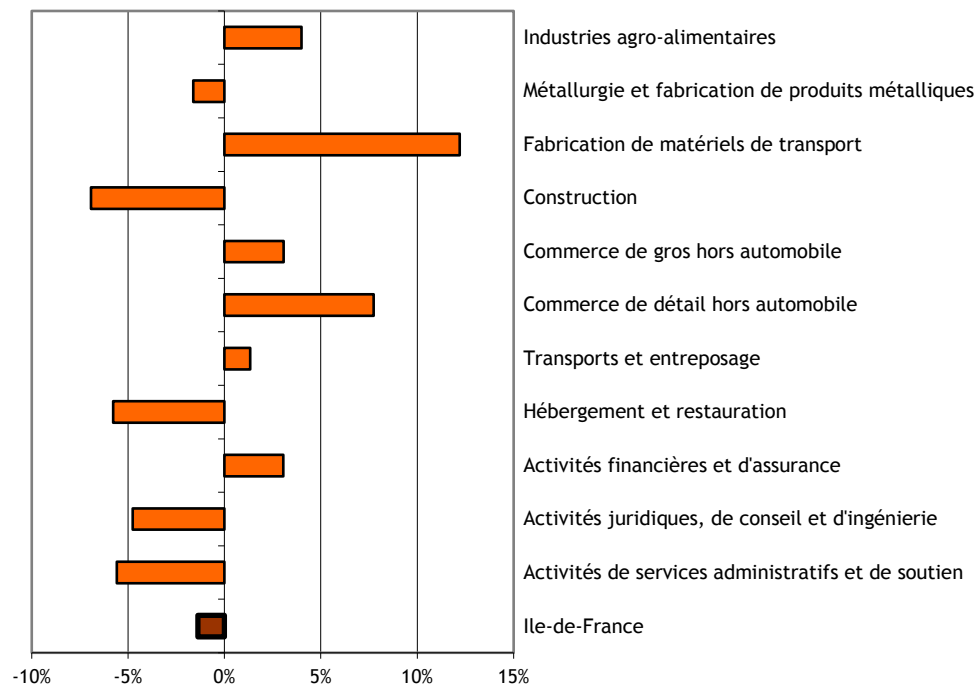
Le tertiaire enregistre un léger recul (-0,5%), avec des différences suivant les principaux secteurs : des hausses dans le commerce de détail et de gros (resp. +7,7% et 3,1%) et des baisses dans l'hébergement et restauration, les activités de services administratifs et de soutien, et les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (resp. -5,8%, -5,6% et -4,8%).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP
(données CVS/CJO - base 100 à fin février 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP
par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2013

Après avoir stagné les deux trimestres précédents, le nombre d'emplois salariés au quatrième trimestre 2013 a légèrement augmenté en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+0,2 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il a augmenté de +0,1 % après avoir diminué durant deux trimestres.

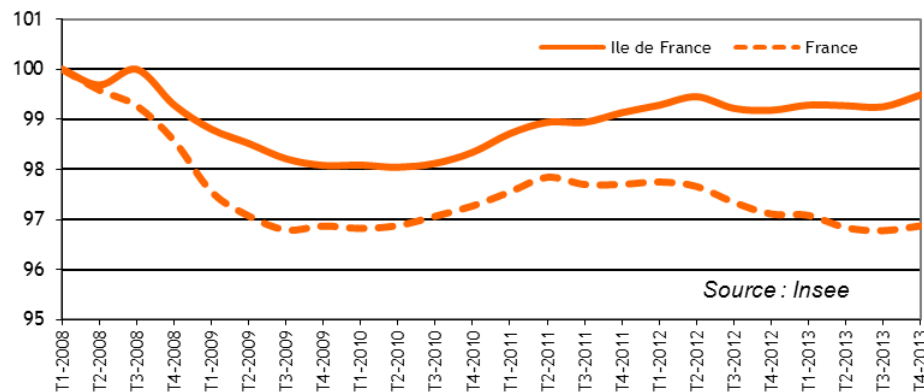
Sur un an, l'emploi francilien a augmenté de +0,3 %, alors qu'il a diminué de -0,2 % en France métropolitaine.

A Paris, l'emploi salarié marchand a gagné plus de 3 000 postes ce trimestre et la Seine-Saint-Denis en a gagnés 3 500. Le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine sont les seuls départements à connaître une légère baisse de l'emploi, perdant respectivement 700 et 500 postes.

En rythme annuel, l'évolution de l'emploi salarié marchand ne peut pas être analysée dans le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis en raison des modifications dans la comptabilisation des emplois qui ont eu lieu entre ces 3 départements dans la zone aéroportuaire de Roissy au second semestre 2012.

Sur un an, La Seine-Saint-Denis a gagné 5 700 emplois, Paris 5 400 et l'Essonne 1500. Les Yvelines et le Val-d'Oise, en revanche, ont perdu

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4 ^{ème} trimestre 2013	Evolution trimestrielle (par rapport au 3 ^{ème} trimestre 2013)		Evolution annuelle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2012)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 274 124	3 048	0,2	5 426	0,4
Seine-et-Marne	301 134	1 505	0,5	549	0,2
Yvelines	373 313	613	0,2	-623	-0,2
Essonne	298 948	1 108	0,4	1 488	0,5
Hauts-de-Seine	815 505	-554	-0,1	259	0,0
Seine-Saint-Denis	393 912	3 500	0,9	5 687	1,5
Val-de-Marne	355 918	-724	0,2	380	0,1
Val-d'Oise	263 169	1 167	0,4	-684	-0,3
Ile-de-France	4 076 023	9 664	0,2	12 482	0,3
France métropolitaine	15 446 400	15 100	0,1	-38 000	-0,2

Source : Insee

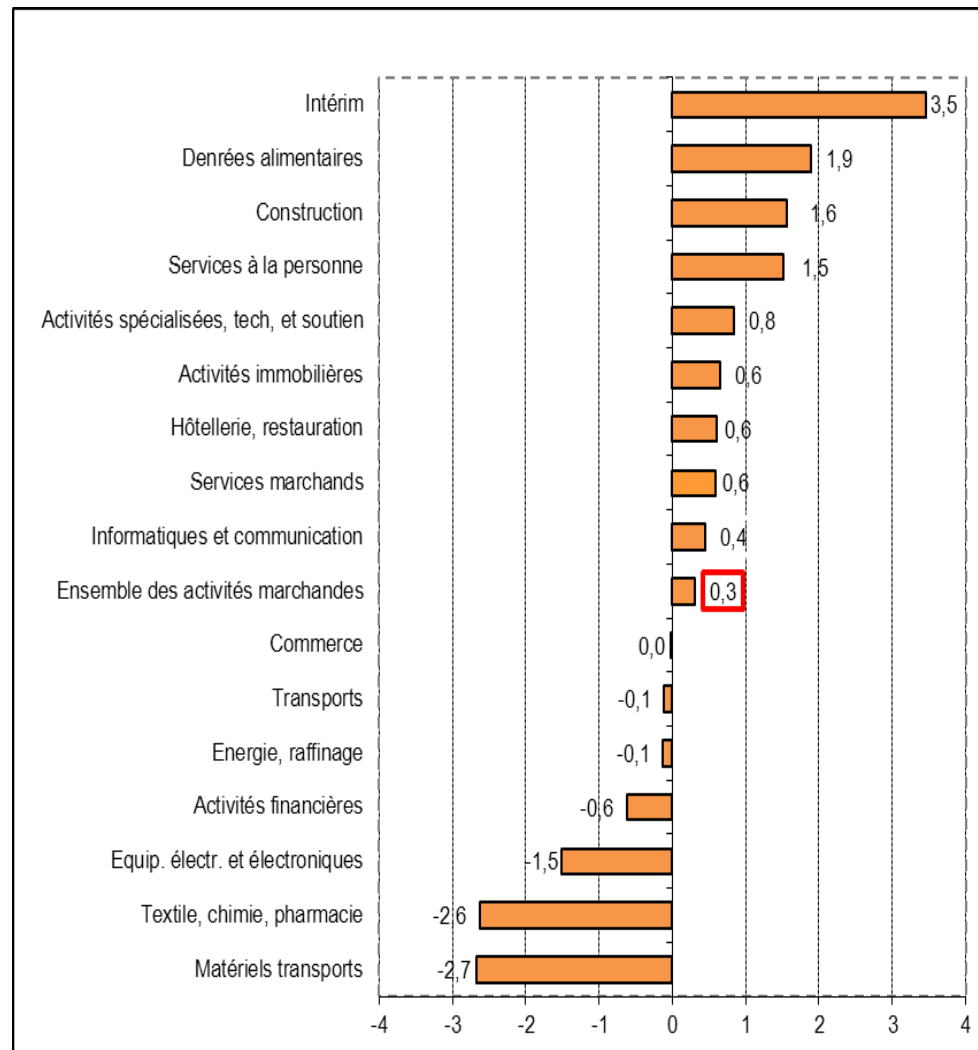
L'emploi salarié au 4ème trimestre 2013

□ Au quatrième trimestre, le nombre d'emplois a continué à diminuer dans l'industrie en Île-de-France (-0,2 %), mais à un rythme bien moins élevé qu'au trimestre précédent (-0,7 %). Le nombre d'emplois a augmenté dans les autres secteurs, avec l'évolution la plus importante dans la construction (+0,7 %), suivie par le commerce (+0,4 %) et les services marchands (+0,2 %).

□ En un an, la construction a créé 4 000 emplois dans la région (+1,6 % en un an). Le commerce ne bouge quasiment pas, perdant environ 100 emplois. C'est l'industrie qui souffre le plus, avec plus de 7 000 emplois perdus (-1,5 % sur un an), dont 4 600 dans le secteur des « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...)

□ Les services marchands ont gagné plus de 15 000 emplois (+0,6 % sur un an), dont près de la moitié a été créée dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...). Suivent les services à la personnes, avec 3 700 emplois créés et, dans une moindre mesure, l'intérim avec 2 900 postes. Dans le même temps, les activités financières ont supprimé 2 000 postes. Malgré une baisse ce trimestre, les services informatiques et la communication ont créé 1 700 emplois sur un an.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4ème trimestre 2012 et le 4ème trimestre 2013, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en avril 2014

En avril dernier, 127 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte. Ce chiffre est légèrement inférieur à la moyenne mensuelle depuis le début de l'année.

Le volume d'heures d'activité partielle autorisées est, à l'inverse, en forte hausse et atteint 920 728 heures. C'est le volume le plus élevé depuis septembre 2013.

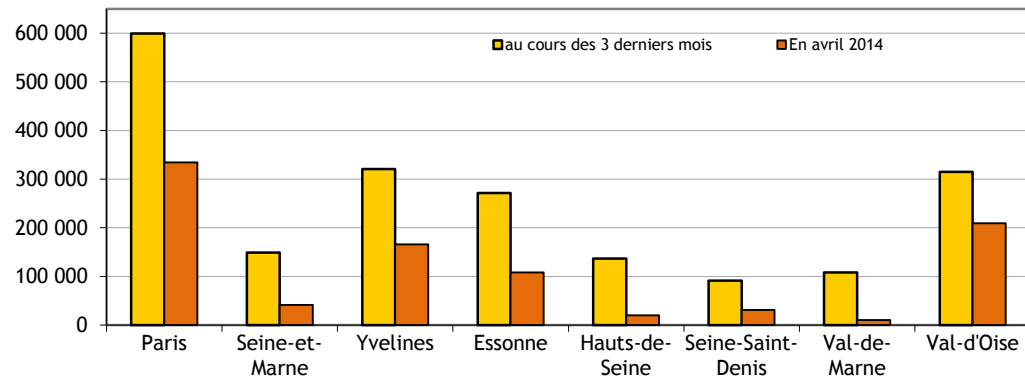
50 % de ces heures ont été accordées à trois établissements franciliens : près de 320 000 heures au bénéfice de 2 grands hôtels parisiens en rénovation et 150 000 au bénéfice d'un établissement de commerce de gros implanté dans le Val-d'Oise.

Aussi, Paris et le Val-d'Oise concentrent-ils 59 % des heures d'activité partielle autorisées en avril dernier.

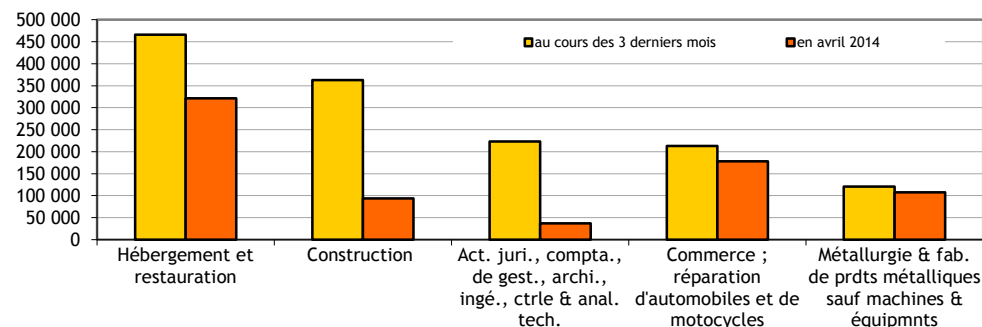
Le secteur de la métallurgie a obtenu des autorisations pour 107 500 heures ce mois-ci. La majorité de ces heures concerne un établissement des Yvelines.

Avec 26 procédures en avril, la construction reste le secteur concentrant le plus grand nombre de demandes cette année.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées

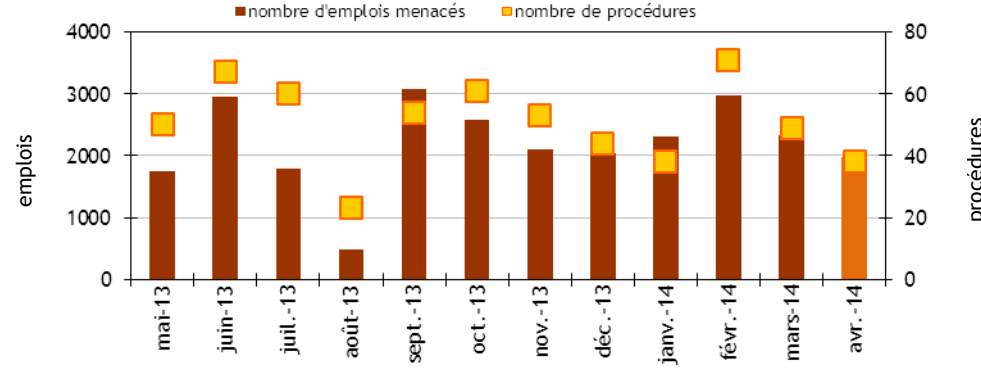


Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en avril	127	15	16	18	26	13	11	4	24
cumul 2014	541	90	65	85	68	57	46	42	88
Heures associées en avril	920 728	334 502	41467	166 063	108 046	20 153	30 893	10 206	209 398
cumul 2014	2 472 398	645 834	208 320	420 233	286 832	255 594	102 256	206 716	346 613
Salariés concernés en avril	1974	552	212	368	292	57	102	27	364
cumul 2014 (sans doubles comptes)	9 223	1255	747	3 100	1437	827	267	562	1028

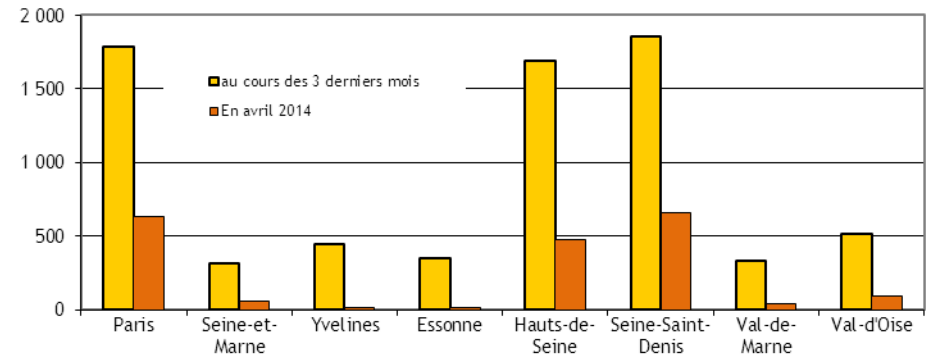
Les procédures de licenciement collectif en avril 2014

- En avril, 38 procédures concernant 1 978 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. C'est la première fois depuis août 2013 que ce chiffre est inférieur à 2 000.
- Parmi ces emplois, 440 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.
- En proportion de l'emploi local, le département le plus affecté est la Seine-Saint-Denis avec 1,5 emploi local sur 1 000 menacés.
- Les Hauts-de-Seine et Paris ont la deuxième plus grande concentration de postes menacés avec 0,5 sur 1 000.
- Les autres départements sont d'avantage épargnés.
- Une procédure importante dans le secteur de la fabrication de produit de tabac (plus de 200 salariés) en fait le secteur francilien le plus affecté ce mois-ci au regard de son volume d'emplois.
- Trois entreprises fabriquant du matériel de transports cumulent 289 salariés menacés, ce qui représente également une part conséquente de l'emploi régional dans ce secteur.

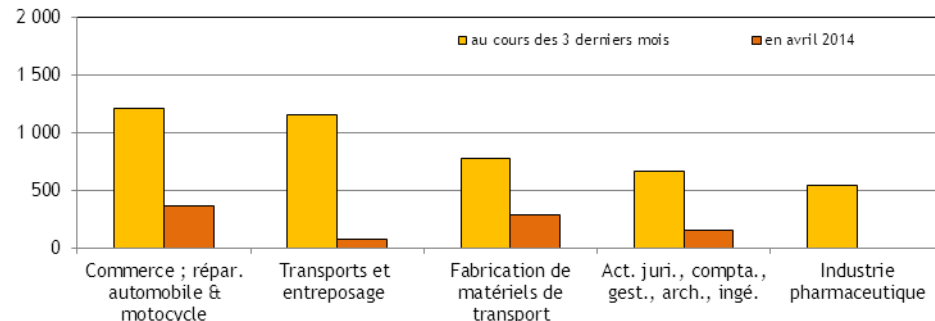
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en avril	38	8	4	1	1	11	7	1	5
cumul 2014	196	39	19	15	19	47	17	21	19
Salariés concernés	1 978	633	57	13	11	474	661	40	89
cumul 2014	9 585	2 048	440	550	765	2 128	1 946	773	935